

## **GE\_GERICHTE ATAS/54/2020 vom 27. Januar 2020**

GE Cour de justice, 2020-01-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATAS\\_54\\_2020](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_54_2020)

FR: GE\_GERICHTE ATAS/54/2020 du 27 janvier 2020

IT: GE\_GERICHTE ATAS/54/2020 del 27 gennaio 2020

### **Volltext**

Siégeant : Valérie MONTANI, Présidente ; Teresa SOARES et Jean-Pierre WAVRE, Juges assesseurs

RÉPUBLIQUE ET

CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE

A/4190/2019 ATAS/54/2020 COUR DE JUSTICE Chambre des assurances sociales Arrêt du 27 janvier 2020 6ème Chambre

En la cause Monsieur A\_\_\_\_\_, domicilié à Thônex, comparant avec élection de domicile en l'étude de Maître Marc MATHEY-DORET

recourant

contre OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ DU CANTON DE GENÈVE, sis rue des Gares 12, GENÈVE intimé

A/4190/2019 - 2/3 - Vu en fait la décision de l'Office de l'assurance invalidité (ci-après : l'OAI) du 25 septembre 2019 rejetant la demande de prestations formée par Monsieur A\_\_\_\_\_ (ci-après : le recourant) ; Vu le recours du 13 novembre 2019 déposé par le recourant, représenté par un avocat, auprès de la chambre des assurances sociales de la Cour de justice, à l'encontre de la décision précitée, concluant principalement à son annulation et à l'octroi d'une rente entière d'invalidité dès le 1er novembre 2018 ; Vu la réponse de l'OAI du 10 décembre 2019 concluant au renvoi du dossier pour mise en place d'une instruction complémentaire ; Vu la réplique du recourant du 16 janvier 2020 concluant au renvoi du dossier à l'OAI, avec suite de dépens ; Attendu en droit que conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959 (LAI - RS 831.20) ; Que sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie ; Qu'interjeté en temps utile, le recours est recevable ; Qu'en l'occurrence, l'intimé a conclu à ce que le dossier lui soit renvoyé ; Que le recourant est d'accord avec ce renvoi ; Qu'en conséquence, le recours sera partiellement admis, la décision litigieuse annulée et la cause renvoyée à l'intimé pour instruction complémentaire et nouvelle décision ; Qu'une indemnité de CHF 1'000.- sera accordée au recourant à titre de participation à ses frais et dépens (art. 61 let. g LPGA; art. 6 du règlement sur les frais, émoluments et indemnités en matière administrative du 30 juillet 1986 [RFPA - E 5 10.03]), à charge de l'intimé.

A/4190/2019 - 3/3 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant À la forme : 1. Déclare le recours recevable. Au fond : 2. L'admet

partiellement. 3. Annule la décision de l'intimé du 25 septembre 2019. 4. Renvoie la cause à l'intimé pour instruction complémentaire et nouvelle décision. 5. Alloue une indemnité de CHF 1'000.- au recourant, à la charge de l'intimé. 6. Informe les parties de ce qu'elles peuvent former recours contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification auprès du Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière de droit public, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral, du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110); le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire; il doit être adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi.

La greffière

Julia BARRY

La présidente

Valérie MONTANI Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'à l'Office fédéral des assurances sociales par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.